Extrait du Association pour l'Économie Distributive
https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1746

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 754 - mars 1978 -

Date de mise en ligne : jeudi 28 août 2008
Date de parution : mars 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

A qui se fier ?
Le trÃ¨s sÃ©rieux « Wall Street Journal » qui, a notre connaissance, n'est pas un journal gauchiste ni l'instrument de Moscou, offrait rÃ©cemment Ã ses lecteurs un Ã©ditorial dans lequel on pouvait lire : « Les ennuis du PrÃ©sident ValÃ©ry Giscard d'Estaing viennent peut-Ãªtre du fait qu'il a choisi un professeur d'Ã©conomie politique comme Premier ministre » !
Quand on sait que R. BARRE a Ã©tÃ© qualifiÃ© de « meilleur Ã©conomiste franÃ§ais » par le prÃ©sident de la RÃ©publique lui-mÃªme, on ne peut guÃ¨re avoir beaucoup d'illusion sur la capacitÃ© des autres Ã©conomistes et des ministres.

*

Dans une interview au « Monde » du 5 novembre 1977, Lionel STOLERU, secrÃ©taire d'Etat au Travail, se fÃ©licite de ce que, sous l'impulsion de M. BEGIN, IsraÃ«l revienne enfin Ã l'Ã©conomie libÃ©rale. Et Stoleru pose la question : « Est-ce qu'IsraÃ«l est disposÃ© Ã accepter dans les annÃ©es Ã venir la ranÃ§on du libÃ©ralisme, c'est-Ã -dire l'accroissement des inÃ©galitÃ©s sociales... »
VoilÃ donc un aveu dÃ©pourvu d'artifices. Gageons que M. Stoleru ne manquera pas de rappeler cette dÃ©finition du libÃ©ralisme tout au long de sa campagne Ã©lectorale.
Pour ceux qui ne le sauraient pas, je signale que M. Lionel Stoleru est membre du Carrefour Social DÃ©mocrate.

*

Apres quoi le meme Stoleru declare : « Le socialisme est synonyme de societe d'assistance, d'assurance tous risquÃ©s et d'interventionnisme public ». Je suis cependant sur que lorsqu'il ne sera plus ministre, ce qui ne saurait tarder, M. stoleru trouvera tout naturel de percevoir sa retraite payÃ©e par l'Etat et de continuer a beneficier des prestations de la SÃ©curite Sociale.
Quant a l'interventionnisme public qu'il deplore tant, n'est-ce pas le gouvernement dont il est membre, qui le pratique allÃ¨grement pour prendre en charge les dÃ©ficits des grosses entreprises privÃ©es dont les patrons sont, bien sur, de farouches defenseurs de l'economie liberale... quand il font des benefices ?

*

L'INSEE a calculÃ© que le montant total des aides directes et indirectes de l'Etat a la metallurgie (secteur privÃ©) s'Ã©tait montÃ© en 1976 Ã 60 milliards de francs lourds, ce qui reprÃ©sente 3 478 francs par mois et par salariÃ©.

*

Dans un article intitulÃ© « Politique de classe » (« Le Monde » du 25-11-77) M. Pierre URI Ã©crit. « Certaines annÃ©es les subventions de tous ordres versÃ©es par l'Etat aux entreprises privÃ©es ont Ã©tÃ© plus Ã©levÃ©es que les dÃ©penses de fonctionnement direct des administrations civiles... On fait porter le blÃ¢me aux entreprises nationalisÃ©es alors qu'Ã travers elles et grÃ¢ce Ã des ventes (transport des marchandises, gaz ou Ã©lectricitÃ©, ...) au-dessous du prix de revient s'opÃ¨re un Ã©norme transfert en faveur de l'industrie privÃ©e. Il n'est pas Ã©tonnant qu'en contre-partie la part disproportionnÃ©e des charges publiques retombe, par l'impÃ´t sur le revenu, sur les travailleurs, et, par l'impÃ´t indirect (aux taux les plus Ã©levÃ©s du monde), sur les familles les plus modestes, celles qui dÃ©pensent tout ce qu'elles gagnent...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

Entre les impÃ´ts non rÃ©clamÃ©s et la masse des subventions de tous modÃ¨les, c'est, chaque annÃ©e, depuis vingt ans, quelque chose comme 7 Ã 8 % du produit national qui, aux frais des contribuables effectivement trappes, va au maintien du pouvoir en place ».

Apres quoi M. BARRE prÃªche la rigueur pour les salariÃ©s.

*

C'est quand meme bien pratique cette societe liberale avancee : estimant que le traffic n a pas atteint l'importance qu elle escomptait pour lui permettre d assurer sa rentabilitÃ©, la societe de l'Autoroute Paris-Est-Lorraine vient de demander de resilier le contrat de concession qui la lie aux pouvoirs publics.

En d autres termes, elle veut revendre a l'Etat l'autoroute qu'elle a construite, parce qu'elle ne fait pas des benÃ©fices suffisants.

Mais entendez le tintamarre que Ã§a ferait si les partis de gauche proposaient de nationa-liser les autoroutes !

*

En NorvÃ¨ge, pour lutter contre le chomage, le gouvernement veut rÃ©duire ta consommation en 1975 (faut-il vraiment Ãªtre un Ã©conomiste brillant pour voir qu'en diminuant la consommation, on diminue le chÃ´mage...) .

Le Fonds MonÃ©taire International exige du pauvre Portugal qu'il renforce les mesures d'austÃ©ritÃ© et notamment qu'il rÃ©duise sa croissance Ã©conomique pour pouvoir bÃ©nÃ©ficier d'un prÃªt.

Il est vrai que le dÃ©ficit de la balance commerciale portugaise aura atteint en 1977, 2,4 milliards de dollars. Mais c'est bien peu de choses Ã cÃ´tÃ© de celui des Etats-Unis qui dÃ©passe 20 milliards de dollars et qui selon les experts restera Ã ce niveau pendant plusieurs annÃ©es consÃ©cutives. Mais les AmÃ©ricains, eux, se moquent du Fonds MonÃ©taire International et font baisser leur dollar afin d'exporter plus facilement leurs productions.

L'AustÃ©ritÃ© n'est pas pour les AmÃ©ricains !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive